

C. G. T.



F. S. M.

BULLETIN CONFÉDÉRAL des Territoires d'Outre-Mer

213, RUE LAFAYETTE — PARIS-10°

SOMMAIRE

Nous défendrons la liberté	1	La liaison avec les masses	5
Arrêter le bras des bourreaux du Viet-Nam	2	Gaston Donnat, retour d'A.O.F.	6
Le memorandum de la C.G.T. à la F.S.M.	2	La lutte des fonctionnaires en A.O.F.	6
En Tunisie et au Maroc, union dans la lutte contre l'ennemi commun : l'impérialisme	3	Nouvelles des Unions de Syndicats	7
Les syndicats dans la lutte libératrice	4	L'organisation des luttes revendicatives	8
La lutte pour les revendications ne se sépare pas de la lutte anticolonialiste	5	Les grands progrès du mouvement syndical algérien ..	8

NOUS DÉFENDRONS LA LIBERTÉ !

LES évènements qui se succèdent depuis quelques semaines en Côte d'Ivoire n'ont pas manqué de retenir l'attention de tous les démocrates africains et de tous les démocrates français, en premier lieu des travailleurs.

Il est évident que la volonté des colonialistes était de briser par la manière forte l'influence du R.D.A. qui entraînait à la lutte antiimpérialiste la population Côte d'Ivoirienne.

Nous venons de constater une fois de plus que l'intimidation ne réussit pas devant un mouvement populaire combatif et résolu. Non seulement les masses de la Côte d'Ivoire se sont resserrées autour des organisations et militants attaqués, mais encore l'exemple magnifique de la Côte d'Ivoire a affermi toutes les populations d'Afrique Noire dans leur volonté de lutter contre l'impérialisme.

Le gouvernement colonialiste français vient d'interdire toute réunion du R.D.A. en Afrique.

Il serait insensé de croire que le mouvement syndical doit assister en spectateur à cette atteinte intolérable à la liberté.

Aujourd'hui, c'est le R.D.A., demain si nous laissons faire, ce sera le mouvement syndical. La liberté est indivisible et doit être défendue en bloc. Tout le mouvement ouvrier doit être solidaire des hommes et des organisations menacés.

Agir autrement serait une lâcheté qui se retournerait contre tous.

Leurs mesures ne nous font pas peur, elles sont le signe indiscutable de la faiblesse des colonialistes apeurés qui sentent, qu'ayant semé la misère ils récoltent la colère. A force de tirer sur la corde elle

finit par casser. Les peuples coloniaux et particulièrement les travailleurs ne peuvent plus et n'acceptent plus de vivre comme ils ont vécu. Ils ne supportent plus la misère effroyable, l'état arriéré du pays et de la culture de ses fils, qui sont le fait du colonialisme. Ils ne supportent plus l'oppression et la répression qui servent à maintenir cet état de chose.

Organisez la protestation, salut et solidarité aux victimes de la répression et aux organisations brimées, et vive la liberté que nous ferons triompher.

A. TOLLET,
Secrétaire de la C.G.T.

Les impérialistes ne règnent que par le feu et le sang

Nous nous inclinons devant les nouvelles victimes du colonialisme assassin : 14 morts en Côte d'Ivoire, 1 en Tunisie, 3 en Côte de l'Or.

Les impérialistes de toutes nationalités tuent des combattants de la liberté, mais le sang des martyrs est riche et fait lever des moissons de nouveaux combattants. Ce sang généreux qui arrose la terre d'Afrique fera surgir des victoires certaines. Nos morts ne demandent pas des larmes, ils réclament que l'on continue leur combat et qu'on le mène à bien.

ABDOULAYE Diallo

Vice-président de la F.S.M.

est parti à New-York, délégué au Conseil Economique et social de l'O.N.U., où il doit présenter le memorandum de la F.S.M. et de la C.G.T. sur les discriminations raciales et le travail forcé.

Il est à noter que le vice-consul américain à Paris a notifié à notre camarade qu'il n'a pas le droit de quitter New-York et Lake-Succès et qu'il devra habiter dans le quartier réservé aux noirs et non avec la délégation de la F.S.M.

ARRÊTER LE BRAS DES BOURREAUX DU VIET-NAM

Tous les travailleurs d'Outre-Mer ont salué avec émotion les premières actions efficaces de lutte contre la sale guerre du Viet-Nam entreprise par les dockers d'Alger il y a déjà près de sept mois.

Il était bon et juste que le signal de la lutte pratique, effective contre cette ignoble guerre soit donné par des travailleurs, eux-mêmes victimes de l'oppression colonialiste et qui eux aussi, à leur manière, luttent pour se libérer du joug impérialiste que font peser sur eux les cent seigneurs de la terre, la féodalité financière et l'appareil d'oppression de l'Etat impérialiste français à leur service, avec à sa tête le très socialiste gouverneur général NAEGELEN.

Les travailleurs vietnamiens ont, avec juste raison, dans une lettre émouvante adressée par leur Confédération Générale du Travail, souligné le sens de cette lutte et dégagé son importante signification politique :

« Notre reconnaissance va à tous les peuples d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, qui ont manifesté une fois de plus leur solidarité vis-à-vis de notre lutte contre l'ennemi commun, le colonialisme français, soit en refusant de charger des vivres, armes, munitions à destination du Viet-Nam pour les agresseurs, soit en s'opposant aux envois, à partir de leurs ports.

« En arrêtant la main ensanglantée des agresseurs, vous affaiblirez la force d'oppression qui domine votre peuple comme le nôtre. En disant aux jeunes de se dresser contre la guerre au Viet-Nam, vous leur éviterez de mourir là-bas, sans gloire, rien que pour les intérêts des planteurs de caoutchouc et de la Banque de l'Indochine. »

Depuis, la lutte s'est élargie, les travailleurs français se souviennent de leurs glorieuses traditions de lutte contre les guerres impérialistes, en particulier contre la guerre du Maroc, ont montré qu'eux aussi, savent traduire en actes leurs sentiments d'internationalisme prolétarien. En refusant à leur tour à Dunkerque, à La Rochelle, à Marseille, de charger du matériel de guerre à destination du Viet-Nam, les dockers français ont prouvé qu'ils avaient conscience qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

La combativité manifestée le 10 janvier dernier par les travailleurs de Marseille, qui, par dizaines de milliers dans toutes les corporations ont débrayé, puis défilé aux cris de « PAIX AU VIET-NAM », prouve également que, désormais, des couches de plus en plus larges ont pris conscience de la nécessité de lutter activement contre cette guerre monstrueuse qui ensanglante le Viet-Nam et qui ruine la France.

A nous tous, travailleurs d'Outre-Mer, de faire comprendre aux colonialistes que le temps de la domination est révolu et que les peuples coloniaux, brimés, exploités, dupés, ne seront plus jamais les complices des impérialistes, et que ces derniers n'ont plus à compter sur nous pour contribuer à maintenir dans les chaînes le peuple du Viet-Nam pour le compte de notre ennemi commun : l'impérialisme.

Ils sauront imposer leur volonté de vivre libres : Pas un sou, pas un homme, pas une munition, pour la guerre du Viet-Nam !

Rapatriement immédiat, dans leur pays d'origine, de tous les soldats du corps expéditionnaire.

Le memorandum de la C.G.T. à la F.S.M.

A la fin du 27^e Congrès de la C.G.T., qui avait été précédé d'une Conférence syndicale des Territoires d'Outre-Mer, les délégués des syndicats de ces territoires sont allés voir le Président de la République, qui doit être le gardien de la Constitution. Et ils se sont plaints des violations de cette constitution dont ils étaient journellement victimes. Ils ont évoqué les brimades contre les militants syndicalistes, les violations du droit de grève, les discriminations raciales, les mesures de travail forcé, etc...

Le Président de la République prit l'air ému de ce qui semblait être pour lui des révélations (il serait bien mal renseigné à l'en croire). Et il a répondu aux délégués qu'il était désireux de recevoir un mémoire qui lui donnerait des faits précis, avec des noms et des dates, de façon qu'une enquête régulière puisse être faite.

Ce mémoire fut donc établi, qui donnait plusieurs pages de faits précis, et remis au Président de la République. Ceci se passait il y a un peu plus d'un an. Le Président répondit très « aimablement » qu'il transmettrait le mémoire au Président du Conseil. Rien de nouveau ne survenant, nos camarades syndicalistes continuant à être emprisonnés, poursuivis et brutalisés un peu partout, le travail forcé devenant de plus en plus ouvertement à la mode, les violences racistes se multipliant sous les auspices de l'amabilité présidentielle, nous nous sommes inquiétés auprès du Président du Conseil de la suite qu'il pensait donner à un mémoire qu'il avait eu largement le temps de lire. Il nous fut répondu toujours aimablement qu'il avait été transmis au Ministre de la France d'Outre-Mer.

Depuis, aucune suite ne lui a été donnée, sinon que quelques uns des auteurs d'abus dénoncés ont reçu des honneurs et de l'avancement, que les condamnés sont toujours en prison et qu'un certain nombre de travailleurs les y ont rejoint, pour avoir osé réclamer des salaires plus décents ou un traitement plus humain.

Il ne restait plus, devant ce silence obstiné des pouvoirs publics, qu'à saisir la classe ouvrière du monde entier, dont la F.S.M. défend les intérêts en face du capitalisme international.

Un nouveau mémoire a donc été rédigé, à l'intention de la FEDERATION SYNDICALE MONDIALE, et la C.G.T. lui a demandé de le soumettre à l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES. Ainsi, les abus que les colonialistes voulaient pudiquement étouffer vont apparaître sur la grande scène de la tribune internationale, où, heureusement, les voix puissantes — les plus puissantes du monde, — celles de l'URSS et des démocraties populaires, peuvent encore faire entendre les accents de liberté capables de mobiliser les peuples.

Il faut tirer deux conclusions de cette histoire :

- la première, c'est que si, comme nous l'avions demandé avec insistance, une campagne active avait été menée partout, dans les Territoires d'Outre-Mer, pour faire connaître le mémoire et l'enrichir, le Gouvernement n'aurait pas eu tant de facilité à l'enterrer. La lutte paie toujours ; mais en revanche, il est rare que la nonchalance n'ait pas de fruits amers, après un premier goût sucré ;
- la deuxième, c'est que l'expérience est faite une fois de plus de l'inefficacité des démarches officielles. Ne croyez pas que vous arracherez dans les antichambres le succès de vos revendications. Faites des démarches, mais qu'elles soient pour laisser entendre que l'action les appuiera, et agissez. Seule, la pression d'une action réelle vous fera craindre et par conséquent respecter. Ceci ne veut pas dire que les formes de cette action ne doivent pas être nuancées et adaptées aux circonstances et aux objectifs à atteindre. Ceci sera l'objet d'un prochain article.

Pierre VIDAUD.

En TUNISIE et au MAROC

UNION DANS LA LUTTE CONTRE L'ENNEMI COMMUN : L'IMPERIALISME

Tandis que les autorités colonialistes multiplient les manœuvres et déploient tous leur efforts pour diviser et briser le mouvement syndical, l'action des travailleurs se développe, leur unité s'affirme et se trempe dans la lutte. C'est l'une des déductions essentielles que l'on peut tirer des mouvements en cours en Tunisie ainsi qu'au Maroc.

En TUNISIE, malgré les lock-outs systématiques prononcés par les patrons de combat en accord, le Résident socialiste MONS, malgré la répression policière, l'action revendicative se poursuit et remporte des succès. A *Sainte-Marie-du-Rit* (Zagouhan) par exemple, les ouvriers agricoles organisés dans l'USTT ont, par leur unité et leur lutte, fait porter leur salaire de 150 frs à 160 frs par jour et obtenu un rappel journalier de 20 frs du 1^{er} décembre 1948 au 15 septembre 1949 et de 10 frs du 16 septembre au 15 décembre 1949.

A la mine de plomb de *Sakiet Sidi Youssef*, l'action unie des mineurs a contraint la direction à réembaucher deux cent cinquante travailleurs lock-outés. A *Semène* (Compagnie Royale Asturienne), après 24 heures de grève, les mineurs ont obtenu : un local pour le syndicat, une salle d'attente réservée aux femmes près de l'infirmerie et de l'économat.

Et l'unité réalisée à la base pour ces actions, entre membres de l'U.S.T.T., de l'U.G.T.T., inorganisés, se traduit de plus en plus à la direction des deux centrales tunisiennes par un rapprochement effectif. Ainsi après le lock-out des mines de *Sfax-Gafsa*, l'U.S.T.T. et l'U.G.T.T. annonçaient dans un communiqué commun qu'elles avaient « arrêté d'un commun accord, tant sur le plan de la lutte propre que sur les négociations nécessaires pour la solution du conflit, les mesures propres à faire échec aux exigences patronales ». C'est aussi dans un communiqué commun, que les deux centrales syndicales stigmatisèrent l'ignoble provocation de *Potenville* où la police du Résident général MONS, tirant sur les ouvriers agricoles, fit neuf victimes : un tué et huit blessés. Le lendemain de cette provocation, il y eut grève générale dans la région de *Tunis* et à *Ferryville*. Le grand meeting d'unité qui devait se tenir place Al Djarzira fut interdit. Les ouvriers réagirent en tenant des dizaines et des dizaines de meetings devant les entreprises, ainsi que dans les locaux de l'U.S.T.T. et de l'U.G.T.T. et partout des orateurs de chacune des deux centrales prirent la parole, partout les réunions se sont tenues sous le signe de l'unité.

Dans la *Médina*, les petits commerçants et les artisans ont fermé leurs cafés, leurs boutiques, les échopes, de 16 à 18 heures, pour s'associer à la protestation ouvrière.

Ainsi, en *Tunisie*, les travailleurs déjouent la manœuvre de division des colonialistes.

Il en est de même au MAROC, où la Résidence générale s'emploie à créer une division sur le plan racial.

Le 24 décembre, M. Hamed TAHAR, secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc, venant parler aux 1.800 ouvriers de la Compagnie Sucrière Marocaine en grève, est enlevé par des policiers, revolver au poing, et jeté en prison. A la délégation qui vient protester, le chef de région fait dire qu'il recevra seulement le syndicat « marocain » de la Sucrière et ensuite les membres européens de l'Union Locale. La délégation unanime oppose un refus catégorique, les Marocains font savoir au représentant de l'autorité qu'ils appartiennent à la même organisation que leurs camarades européens et entendent être reçus avec eux.

Devant le tribunal du pacha, les témoins auxquels on veut forcer à témoigner que TAHAR a dit aux travailleurs « les Européens vous exploitent », précisent que TAHAR a déclaré « les patrons vous exploitent ».

TAHAR a été condamné, il a accompli un mois de prison, mais au Maroc, l'union et la combativité des travailleurs se sont renforcés.

Les syndicats posent avec force leurs revendications dans lesquelles se retrouvent les points essentiels suivants : acompte de 4.000 francs par mois en attendant la revalorisation des salaires, égalité des allocations familiales pour les Marocains et les Européens ; droit syndical, respect des libertés individuelles. Pour appuyer ces revendications, des mouvements se multiplient : les dockers de *Casablanca* refusent tout travail de nuit ; des grèves d'avertissement de 24 heures ont été déclenchées par les cheminots, les travailleurs de l'Energie électrique, les travailleurs de l'Etat, ceux des ports et docks, ceux de la Compagnie Sucrière marocaine, les facteurs et ouvriers des P.T.T. de *Casablanca* et de *Meknès* ; les cheminots mènent une grève magnifique pendant deux semaines, les travailleurs de l'Energie électrique depuis le 23 janvier et ceux de la Compagnie sucrière marocaine, qui ont refusé de répondre à l'ordre de réquisition pris à leur rencontre par la Résidence, obtiennent, après quinze jours de lutte, une augmentation horaire de 4 francs. Les cheminots adhérents à la C.F.T.C. et à F.O. ont rejoint leurs camarades de la C.G.T. dans la lutte malgré les directives contraires de leurs dirigeants. Il en fut de même chez les facteurs et ouvriers des P.T.T.

Les femmes des cheminots et des travailleurs de la Compagnie Sucrière (marocaines et européennes) ont tenu d'importants meetings pour apporter leur aide aux ouvriers en grève.

Ainsi, les manœuvres résidentielles n'ont pas réussi à diviser les travailleurs.

Pourquoi les autorités colonialistes mettent-elles un semblable acharnement à vouloir briser le mouvement syndical ?

LOU CHAO TSI en a donné l'explication à la Conférence des Syndicats des Pays d'Asie et d'Océanie : « Les colonies et les semi-colonies constituent les arrières de l'impérialisme mondial. Son existence en dépend. La prétendue civilisation de l'impérialisme repose sur sa domination criminelle dans les colonies. La prospérité d'une infime poignée d'hommes repose sur les souffrances et la misère de plus d'un million d'hommes et les métropoles ». C'est afin de maintenir une telle situation que les serviteurs de l'impérialisme mettent tout en œuvre pour empêcher « les peuples coloniaux et semi-coloniaux » de s'organiser et de se rassembler avec « les travailleurs des pays impérialistes dans la lutte contre leur ennemi commun : l'impérialisme ».

Comme leurs camarades de *Tunisie* et du *Maroc*, tous les travailleurs d'Outre-Mer sauront déjouer ces projets et renforcer leur union dans la lutte.

Fernand CHASSIOT

La REPRISE des CARTES

ATTENTION ! Les syndicats doivent, au début de l'année, procéder à la reprise des cartes 1950. C'est là une occasion pour la direction syndicale de remettre de l'ordre dans ses affaires et d'engager une campagne de propagande en vue de recruter de nouveaux adhérents.

Nous devons veiller à ce que la carte syndicale 1950 soit présentée à chaque travailleur. Que chaque militant soit responsable de toucher un certain nombre de travailleurs et que tous soient touchés. Dans tous les chantiers, tous les services, toutes les entreprises, pas un travailleur sans la carte 1950.

Les syndicats dans la lutte libératrice

La Conférence de Pékin marque une étape nouvelle dans la lutte des travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux. Elle marque également le début d'une organisation très poussée de la F.S.M. en direction des pays coloniaux. La Conférence de Pékin terminée, un Bureau asiatique de la F.S.M. est organisé dans cette ville et bientôt un Bureau sera également installé en Afrique avec Diallo Adoulaye, vice-président de la F.S.M.

L'importance de cette Conférence fut marquée par la présence des délégués de tous les pays, sauf les Japonais à qui Mac Arthur refusa l'autorisation, et des neuf membres du Bureau de la F.S.M.

Les syndicats d'Asie nous donnent cette grande leçon d'un mouvement ouvrier en lutte pour les revendications des travailleurs et pour les principes de la Fédération Syndicale Mondiale. *« Ces principes — est-il dit dans la résolution — exigent la suppression du système des colonies, des protectorats et des territoires dépendants en tant que sphères d'exploitation économique. »*

Les syndicats d'Asie, comme tous ceux des pays coloniaux, se sont heurtés à l'oppression impérialiste et à l'absence de liberté. Sous leur direction les ouvriers ont pris conscience de la nécessité à la fois de lutter chaque jour pour les revendications ouvrières mais aussi de prendre part à la lutte nationale pour la libération qui apportera vraiment satisfaction de leurs revendications.

Le président d'honneur de la Confédération des Syndicats Chinois, notre camarade Lou-Chao-Tsi, dans un discours remarquable, a mis en valeur l'importance du rôle de la classe ouvrière dans la libération de la Chine. Il a indiqué que la Chine s'est libérée sous la conduite de la classe ouvrière qui a guidé la lutte de tout le peuple chinois.

La grande leçon de leur lutte armée, dit l'orateur, pour tous les peuples coloniaux, c'est que les travailleurs doivent *« s'unir à toutes les classes, à tous les partis ou groupes, à toutes les organisations et à tous ceux qui veulent se dresser contre le joug de l'impérialisme et de ses valets, et constituer un large front unique pour combattre énergiquement l'impérialisme et ses valets »*.

Ce front unique, dit le camarade Lou-Chao-Tsi, doit

être dirigé par la classe ouvrière (classe qui manifeste le plus d'énergie, de courage et d'abnégation dans la lutte contre l'impérialisme).

La classe ouvrière est dégagée pour sa part de toute compromission avec les impérialistes étrangers, elle n'a rien à perdre que ses chaînes.

C'est un grand exemple que les représentants des travailleurs d'Asie ont suivi avec un grand intérêt : c'est l'exemple d'une classe ouvrière qui a pris la tête de la lutte du peuple et qui chassant les oppresseurs étrangers, ne s'est pas battue pour les exploités nationaux mais pour une démocratie populaire bannissant l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il arrive en effet un époque où, pressés par leurs exploités qui réclament leur droit à la vie, les exploités font entrer en jeu tout l'appareil d'Etat colonialiste. Ils réduisent les libertés, ils mettent tout le poids de leurs lois, de leur « justice » et de leur police, contre les peuples qu'ils exploitent et contre les classes ouvrières en premier lieu.

Un mouvement syndical qui dans ces circonstances, ne verrait pas la nécessité de lutter contre l'appareil d'Etat colonialiste et ses manœuvres, et resterait cantonné aux problèmes corporatifs et économiques dans lesquels l'ennemi voudrait l'enfermer, ce mouvement syndical ne défendrait personne, il faillirait à sa tâche, il périrait ou serait domestiqué, c'est-à-dire qu'il trahirait.

Aujourd'hui, les impérialistes préparent la guerre, accentuent la répression et réduisent toujours plus le niveau de vie des travailleurs. C'est une politique qui forme un tout et que les travailleurs et leurs syndicats doivent prendre en bloc.

Il faut batailler chaque jour, dans chaque entreprise, pour les revendications et lutter pour les aspirations des peuples opprimés, lutter pour la paix avec courage et efficacité, lutter contre les discriminations raciales, lutter en commun et en toute amitié avec la classe ouvrière de France contre le même ennemi. Quiconque agira autrement ne sera qu'un méprisable bavard.

A.T.

Extraits du Manifeste de la Conférence syndicale des pays d'Asie d'Australasie aux ouvriers et à tous les travailleurs de ces pays

Après avoir salué la victoire historique du peuple chinois la Conférence enregistre les profondes transformations démocratiques réalisées ou en voie de réalisation dans un certain nombre de pays d'Asie. Elle cite ceux où les travailleurs, d'esclaves qu'ils étaient, sont devenus les maîtres de l'Etat et de la société. Le joug et l'exploitation impérialistes et féodaux ont été abolis pour toujours ou sont en voie de disparition. Le principe « a travail égal salaire égal » est en voie d'application...

Le manifeste démontre que la cruelle servitude et la misère que subissent les peuples coloniaux sont le fait du capitalisme et que c'est pour consolider leur domination, que les impérialistes avides accroissent leurs pressions économique et militaire sur les peuples opprimés d'Asie. Le manifeste souligne que les impérialistes anglais, français et néerlandais n'ont pas tenu les engagements pris au cours de la guerre mondiale.

Après avoir dénoncé la terreur blanche et la suppression des libertés syndicales dans de nombreux pays, le manifeste dénonce les agents de l'impérialisme, les dirigeants réactionnaires de l'A.F.L., du C.I.O. et des T.U.C. britanniques qui apportent leur aide aux impérialistes en organisant des syndicats dirigés par des policiers pour lutter contre les travailleurs.

Dans son important 15^e point, le manifeste rappelle les principes établis par le 2^e Congrès Mondial de la F.S.M. concernant les pays coloniaux et tendant notamment :

« à mettre fin au système des colonies, des protectorats et des territoires dépendants en tant que sphères d'exploitation économique ;

- à développer les organisations syndicales dans ces pays sans aucune discrimination de race, de couleur, de nationalité et de religion, et à établir une législation ouvrière assurant la protection des travailleurs ;
- à lutter contre toute discrimination sociale, économique ou politique ; à lutter pour l'application du principe d'un salaire égal pour un travail égal, tant dans l'industrie privée que dans les services publics ;
- à exiger l'abrogation des lois antiouvrières et la suppression du travail forcé dans ces pays ;
- à accentuer toutes les luttes revendicatives en vue de rassembler les masses ouvrières pour l'élévation de leur niveau de vie.

Puis cet appel :

« Ouvriers et Travailleurs d'Asie, vous savez que votre propre libération est inséparable de votre libération nationale. Pour obtenir une amélioration radicale de vos conditions de travail et de votre état social, il est indispensable de conquérir avant tout une véritable indépendance nationale, la démocratie et la liberté pour toutes les masses populaires. Vous devez devenir les combattants les plus dévoués, les plus résolus, les plus conséquents de la cause de la libération nationale...

« La Conférence appelle la classe ouvrière de tous les pays du monde et en particulier celle des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, à exprimer sa vibrante sympathie à ses frères des peuples opprimés et à leur apporter une aide maximum. »

LA LUTTE POUR LES REVENDICATIONS ne se sépare pas de la lutte anticolonialiste

Le 12 décembre dernier, 8 dirigeants du Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire, section du Rassemblement Démocratique africain, détenus à la prison du Grand-Bassam depuis les événements du 6 février 1949, décidaient de faire la grève de la faim pour protester contre leur détention illégale et contre les brimades dont ils étaient l'objet.

L'acte héroïque de ces 8 valeureux combattants de la lutte antiimpérialiste a produit l'étincelle qui a fait jaillir l'ardente action des masses populaires. Indignées par la politique criminelle du Gouverneur PECHOUX, les populations de la Côte d'Ivoire dans un élan unanime ont répondu à l'appel de lutte que leur lançaient leurs dirigeants politiques de la prison du Grand-Bassam, où ils faisaient la grève de la faim.

Cet appel lancé par des hommes victimes de la barbarie raciste signifiait que le seul moyen de faire respecter la justice et la liberté, résidait dans la lutte sans merci contre le régime d'oppression colonialiste.

Les populations de la Côte d'Ivoire l'ont parfaitement bien compris, et c'est sans hésitation qu'elles se lancèrent dans l'action.

Dès le 15 décembre, la grève des achats était décidée, grève qui se poursuit toujours à travers tout le territoire. Les cinémas d'Abidjan sont obligés de fermer leurs portes faute de clients. Les voyageurs se refusent à emprunter le chemin de fer. Les jardiniers ne ravitaillent plus les marchés des villes, les boys et les cuisiniers se sont joints eux aussi au combat pour la libération des détenus de Bassam, en se mettant en grève. Nous venons d'apprendre que le Secrétaire Général de leur syndicat vient d'être arrêté.

Mais, le fait le plus important qui a marqué ces journées de lutte ardente, pour la défense de la Justice et de la Liberté, c'est le rôle joué par les femmes. Ce sont elles qui se sont montrées les plus décidées à la lutte en manifestant, pendant des heures, devant le Palais du Gouverneur et la prison de Bassam pour exiger la libération immédiate de tous les détenus politiques.

Il est clair que dans les conditions du régime d'exploitation coloniale, on ne peut espérer obtenir une amélioration radicale des conditions d'existence des peuples opprimés en dehors de la lutte.

Or, il semble que les organisations syndicales ouvrières de la Côte d'Ivoire qui auraient dû se placer résolument à la tête du combat, comme l'ont fait les femmes, n'aient pas encore compris cette évidente vérité. S'il en était autrement, on s'expliquerait mal leur inertie et leur manque d'initiative

à un moment où tout un peuple exalté par l'exemple qui leur était donné par les détenus de Bassam était en lutte contre ses pires oppresseurs.

Nous pensons que l'inertie de l'Union des syndicats de la Côte d'Ivoire, dans cette bataille pour la Paix, la justice et la liberté, est manifestement contraire aux intérêts fondamentaux des travailleurs. Nous disons cela, parce que la riche expérience du mouvement ouvrier nous enseigne que les travailleurs ont besoin plus que quiconque de faire respecter par leur action, la justice et les libertés démocratiques si odieusement bafouées en Côte d'Ivoire par le satrape PECHOUX, ses juges et ses policiers.

Certains dirigeants syndicaux pensent que l'action des travailleurs africains doit se limiter aux problèmes d'ordre purement revendicatif. Erreur grave. Il faut comprendre enfin que, au bout du compte, lutter pour améliorer les conditions de vie des travailleurs c'est aussi affaiblir le régime colonialiste.

Or, il est évident que dans la phase actuelle une lutte efficace contre les brigands colonialistes, n'est possible que par les efforts conjugués de toutes les couches de population africaine. Cela ne semble pas être clairement compris par les camarades de l'Union des Syndicats de la Côte d'Ivoire. Ils n'ont pas compris que les manifestations des femmes devant le Palais du Gouverneur et la prison de Bassam, la grève des achats et le boycott du chemin de fer, sont infiniment plus profitables aux intérêts des travailleurs que toutes les démarches qu'ils peuvent entreprendre auprès du Gouverneur et autres Inspecteurs du travail.

Les cheminots qui ont pris position pour la libération des emprisonnés l'ont bien compris, à eux aussi de passer des paroles aux actes et d'entraîner tout le mouvement ouvrier dans leur sillage.

Les travailleurs n'ont rien à perdre dans la lutte contre le régime colonialiste, au contraire, ils ont tout à gagner, c'est pourquoi ils doivent se montrer les meilleurs militants du mouvement de libération anticolonialiste.

Les cheminots africains réunis à GUINGUINEO le 12 janvier protestent contre la détention illégale de 8 dirigeants R.D.A. de la Côte d'Ivoire, expriment leur admiration et leur sympathie aux détenus de Grand-Bassam et demandent leur mise en liberté provisoire.

LA LIAISON AVEC LES MASSES

J'ai pu constater au cours de mes tournées, que beaucoup de responsables sous-estiment l'importance de l'action des masses. Fait plus grave encore, certains d'entre eux méconnaissent le caractère essentiel de la liaison entre les masses et les responsables. Ils s'isolent, travaillent en vase clos et s'étonnent de voir diminuer ainsi leurs possibilités d'action.

Dans un village du Centre de Madagascar, par exemple, à Antanapara, district de Bétafo, l'administration avait révoqué un délégué cantonal qui avait la confiance de toute la population. Celle-ci refuse d'en élire un autre et adresse à cet effet une lettre recommandée au Chef de district signée de tous les habitants. L'administrateur recule, mais fait emprisonner cinq notables dont le délégué au Congrès de l'Union des Syndicats. Deux responsables de l'Union vont discuter avec les cultivateurs, mais se rendent ensuite seuls chez le chef de district. Résultat : on relâche quatre des emprisonnés, mais on garde le délégué. Il est clair que si nos camarades s'étaient fait accompagner d'une délégation des paysans intéressés, l'administration aurait cédé. Elle ne l'a fait qu'un mois et demi après devant l'unité de la population.

Partout, le but du gouvernement est de manœuvrer pour

isoler les responsables, les couper des masses. Il est donc indispensable de réagir contre ces manœuvres. Toujours préparer une démarche par une action préalable dans les masses. Il vaut mieux surseoir à la démarche, ou y renoncer, si l'action de masse ne la précède pas. **Ne jamais voir un représentant du patronat ou du gouvernement (ce qui est la même chose, le même adversaire) sans être accompagné d'une délégation des travailleurs intéressés.**

La force de l'organisation syndicale n'est pas dans la masse seule, puisqu'il faut justement l'organisation pour que cette force devienne réelle. Mais elle n'est pas davantage dans les responsables seuls, isolés de la masse. **C'est la liaison étroite entre les masses et les responsables qui fait la force essentielle du mouvement syndical.**

Chaque fois que vous négligez l'action de masse, vous donnez à nos ennemis la possibilité de vous frapper, alors qu'ils hésitent au contraire, cherchent au moins à finasser, et cèdent en définitive si vous faites la démonstration que la masse est avec vous.

Pierre BOITEAU.

Gaston DONNAT, retour d'A. O. F.

Pendant deux mois, j'ai parcouru tous les territoires de l'A. O. F. Partout, j'ai reçu un accueil touchant de la part de nos camarades des syndicats et de la part des milliers de travailleurs venus m'écouter. Je tiens à les remercier encore pour toutes les marques de sympathie dont j'ai été l'objet. Elles sont la preuve de l'amitié et de la solidarité qui existent entre les populations africaines et la classe ouvrière française.

misère...

J'ai peu de chose à ajouter aux indications que notre camarade Carroué a données dans le bulletin précédent. En A.O.F., comme en A.E.F., à des degrés divers certes, mais ce n'est qu'une question de degré variable selon les territoires, j'ai trouvé les mêmes misères, les mêmes atteintes aux libertés, les mêmes discriminations raciales, et aussi le même désir d'en finir avec cet odieux régime colonialiste.

C'est ainsi qu'à Dakar, les manœuvres formant la grande majorité des travailleurs gagnent **136 frs par jour**, pendant que le kilog de riz ou de mil coûte de 35 à 50 francs. Or, Dakar est le centre ouvrier le plus important : c'est là que les ouvriers ont arraché les meilleures conditions de vie.

En Haute-Volta, j'ai vu, à Koumi, dans les environs de Bobo-Dioulasso, les manœuvres d'une plantation à qui l'on octroie **35 francs par jour**, alors que le kilog de mil y vaut de 15 à 20 francs.

... et oppression ...

D'autre part, partout, l'Administration colonialiste multiplie les provocations, les actes d'arbitraires, les arrestations scandaleuses : c'est plusieurs centaines de militants du R.D.A., des syndicats qui peuplent les prisons d'A.O.F. et tout particulièrement celles de la Côte d'Ivoire où lutte une population magnifique sous la direction de Félix Houphouët-Boigny. On ne compte plus les travailleurs licenciés, les fonctionnaires déplacés ou révoqués...

... pour préparer la guerre impérialiste

Cette politique esclavagiste de misère est menée par ordre d'un gouvernement qui prépare la guerre voulue par les milliardaires américains. Ils veulent faire de l'Afrique une immense base stratégique (aérodromes, routes, ports...) et un réservoir de soldats dociles et bon marché, tout en permettant aux grosses sociétés d'augmenter sans cesse leurs bénéfices.

Cette misère, malheureusement, va s'accroître encore. A cause du plan Marshall, les coprahs et le tapioca du Togo, la gomme arabique du Soudan, le miel de Guinée ne peuvent plus être vendus. La cimenterie de Bargny (Sénégal) unique en Afrique française, a réduit sa production de moitié et on envisage sa fermeture. L'importation, en France, d'oléagineux américains

menace dangereusement l'industrie des huiles d'arachides. Ce sont ainsi des centaines d'ouvriers qui perdent ou vont perdre leur emploi.

Mais les travailleurs ne veulent plus subir cette oppression et cette misère

Eh bien ! mon voyage m'a prouvé que les masses africaines ne veulent plus subir cette oppression accrue, cette exploitation forcée ; elles ne veulent pas faire les frais de la préparation à la guerre impérialiste. Des milliers de travailleurs et plus particulièrement des ouvriers sont venus m'écouter dans chaque centre. Avec une claire conscience politique, ces foules ont acclamé longuement la présence des travailleurs soviétiques au sein de la F.S.M., les magnifiques victoires de la Chine de Mao-Tsé-Tung, comme elles ont affirmé leur confiance dans l'aide fraternelle de la classe ouvrière française. Elles ont clamé surtout **leur profond désir de vivre libres dans leur pays.**

C'est donc avec une grande confiance, à mon avis, que nous devons envisager l'avenir du mouvement syndical africain.

Union dans l'action avec tous ceux qui luttent contre le colonialisme

Certes, il faut lutter contre les faiblesses actuelles du mouvement. Nos camarades dirigeant les Unions territoriales et les syndicats n'ont pas encore su tirer parti des immenses possibilités de lutte qui existent dans la classe ouvrière africaine. On perd un temps précieux dans de vaines négociations avec un inspecteur du travail, un chef de service... On demeure beaucoup trop enfermé dans le corset des lois, alors que l'ennemi (y compris l'inspecteur du Travail) est sans pitié et qu'il ne peut comprendre que la force. On n'aide pas à la formation de cadres ouvriers.

Et surtout, le mouvement syndical est trop exclusivement tendu vers les revendications élémentaires. Or, la préoccupation essentielle des travailleurs africains, c'est **la conquête des libertés.**

Les travailleurs africains se rendent compte, de plus en plus, qu'« il est impossible d'améliorer radicalement » leur vie « dans les conditions du maintien du régime colonial... », selon la formule du camarade Lou-Tchao-Tsi, vice-président de la F.S.M.

Je suis persuadé que ces faiblesses peuvent être combattues avec succès et que le mouvement syndical d'A.O.F., basé surtout sur les ouvriers, saura mener une lutte acharnée contre le régime colonial, contre la misère, pour les droits des salariés.

Le mouvement syndical ne pourra faire son expérience que dans l'action qui seule rapporte. Il le fera en liaison constante avec le grand Rassemblement Démocratique Africain et ainsi, il jouera un rôle grandissant dans ce magnifique élan des masses africaines vers la liberté, le bonheur et la Paix. G. D.

La lutte des fonctionnaires en A. O. F.

Les fonctionnaires d'A.O.F. revendiquent l'unification de l'indemnité de zone et des charges de famille et la correction des indices.

L'administration colonialiste est en train de tenter d'endormir les fonctionnaires. Depuis des semaines une commission siège au haut-commissariat. Cette commission pour être consultative n'en est pas moins équilibrée de manière à donner la majorité à l'administration. Il s'agit de calmer l'indignation créée par l'inique classement indiciaire.

M. le haut-commissaire BECHARD amuse la galerie, il reconnaît le bien fondé des revendications et s'abrite derrière les ministres, les ministres avec lesquels en définitive il est d'accord.

L'idée de la lutte nécessaire gagne tous les jours de nouveaux fonctionnaires. Fonctionnaires, cheminots et ouvriers, se rendent compte que les améliorations de salaire pour les uns ne peuvent manquer d'avoir des répercussions sur les autres et tous se sentent solidaires, cheminots compris.

En outre, il s'agit là aussi d'empêcher les discriminations. C'est pourquoi de nombreux meetings se sont tenus avec ABDOULAYE Diallo, vice-président de la F.S.M., à Kankan, à Dabola, avec 200 fonctionnaires, à Konakry, avec 2.000 personnes, à Dakar, avec 4.000 et à Bamako, avec 5.000 personnes.

L'action se prépare et donnera des résultats bien supérieurs aux bavardages avec les colonialistes dont la raison d'être est l'oppression et la misère pour les masses.

Lisez ce bulletin avec attention, discutez-le en Bureau d'Union, de Syndicat, cela aidera votre travail

Nouvelles des Unions de Syndicats

CAMEROUN. — La grève des dockers de Douala.

Lundi 16 janvier 1950, deux cargos et le paquebot « Banfora » stationnent à quai, les 500 dockers des Chargeurs réunis, las d'attendre une amélioration de leurs salaires se sont rassemblés et décidèrent de ne se remettre au travail qu'après satisfaction de leurs revendications : augmentation de leurs salaires de 10 fr. par jour, paiement d'une gratification annuelle de 100 à 300 fr.

Lorsqu'ils présentent ces deux revendications légitimes au Directeur, ce dernier les chasse en vociférant. Devant ce refus, nos camarades décident immédiatement une grève de 24 heures et personne ne bouge plus.

Immédiatement par téléphone l'administrateur Maire est alerté, il descend en vitesse au port. Cinq minutes plus tard les gendarmes arrivent sur deux gros camions, armés de matraques, naturellement. C'était bien l'occasion d'en faire usage. L'inspecteur du Travail alerté arrive à son tour.

Quel était donc le rôle de tout cet appareil administratif et policier ? Faire régner le calme qui n'avait jamais été troublé et obliger les dockers à reprendre le travail sans condition parce que les ministres devaient arriver le lendemain et « l'ordre » devait régner.

Mais la juste colère des dockers s'enflamme alors davantage. Malgré la présence de toute une armée de policiers, toute la matinée se passe dans la grève et l'après-midi nos camarades restent chez eux. L'armée du « maintien de l'ordre » doit décamper sans avoir pu donner la mesure de son zèle.

La direction doit s'incliner et satisfaire aux revendications des dockers.

BRAVO, camarades vous donnez l'exemple !

MAYOA BECK,

Secrétaire Général de la Fédération des Employés.

Grève des grimpeurs de la SPROA à Kompina (région du Mungo).

En décembre des manœuvres grimpeurs, de la plantation de palmiers à huile, une centaine environ, se sont mis en grève. Ils demandaient 4 fr. pour la coupe d'un régime de palme, alors qu'ils ne gagnaient que 2 fr. 50.

Après deux semaines de grève, sans se laisser intimider un seul instant, ils ont obtenu satisfaction.

MADAGASCAR.

Notre camarade RAKOTONIAINA Salomon, qui avait représenté les paysans de Betafo au Congrès de l'Union des syndicats de Madagascar a été arrêté le 8 décembre avec quatre autres paysans du village d'Ansanapara. Devant la protestation unanime des habitants, il a été libéré le 23 décembre.

Faites-vous respecter.

Dans une entreprise métallurgique de Tananarive, le directeur avait l'habitude d'injurier grossièrement les ouvriers malgaches. Ceux-ci envoyèrent une délégation au patron en l'avisant calmement que la première fois qu'un ouvrier serait injurié tout le personnel arrêterait le travail.

ALGERIE.

Les cheminots d'Hussein-Dey ont fait grève pour protester contre l'utilisation du rail algérien pour le transport des troupes et réclamer la cessation de la guerre au Viet-Nam.

De même, les cheminots de Blida.

Les dockers d'Alger ont manifesté contre le départ du « Champollion » transportant des troupes pour le Viet-Nam.

Les dockers d'Oran ont refusé de charger le « Casteldore » en partance pour le Viet-Nam.

TOGO. — Grève des travailleurs du secteur public.

Le 21 novembre, une grève d'avertissement de 6 heures a eu lieu à la suite de démarches demeurées vaines pour obtenir l'intégration des auxiliaires et journaliers dans les cadres locaux et la révision des salaires minima des journaliers. Le wharf n'a pas fonctionné, ni les ateliers des chemins de fer, ni les transmissions, etc... 4 trains qui devaient rouler ont été stoppés.

Les agents journaliers ont obtenu une augmentation de leur salaire de base. C'est là un fait important si l'on songe que les colonialistes avaient le cynisme de dire : « il suffit aux manœuvres pour se nourrir de 10 fr. le matin, 15 fr. à

midi et 10 fr. le soir et ils n'ont pas besoin de short pour travailler, car ils se contentent des sacs vides des maisons de commerce ».

Vous n'êtes pas seuls dans la lutte

AFRIQUE ORIENTALE ANGLAISE. — Grève des dockers à Dar-es-Salaam.

1.500 dockers étaient en grève depuis plusieurs jours, 6 grands bateaux et de nombreux caboteurs étaient immobilisés. A la suite de provocations policières un docker a été tué et de nombreux blessés par les policiers britanniques.

VIET-NAM. — Conférence Nationale des Syndicats du Viet-Nam.

La première Conférence de la C.G.T. vietnamienne vient de se terminer. Elle s'est tenue dans le Nord du pays et a rassemblé 890 délégués. Elle a déterminé les tâches qui pour les syndicats vietnamiens découlent des décisions du Congrès de la F.S.M. à Milan et de la Conférence des pays d'Asie et l'Australie de Pékin dans le cadre de la lutte armée de la classe ouvrière vietnamienne pour l'indépendance, la démocratie et la Paix.

Quelques actions de la lutte pour la paix

FRANCE.

A SAINT-JUERY. — Au Saut du Tarn la direction préparait l'exécution d'une commande de grenades, les ouvriers ont refusé et continué la fabrication de paix.

A LYON. — Aux Forges de Crans les travailleurs se sont refusés à l'exécution d'une commande de crosses de mousquetons.

A NANTERRE. — A la Fonderie Montupet malgré les pressions du patron les ouvriers se sont refusés à l'exécution d'un moule de crosse de fusil de guerre.

A FIVES-LILLE. — Les soudeurs ont décidé de ne plus travailler sur les locomotives destinées au Viet-Nam. Les riveurs de la grosse chaudronnerie se sont joints à eux, aucun rivet ne sera posé sur les locomotives.

A ISSY-LES-MOULINEAUX. — Chez Duval la direction a abandonné, sous la pression des ouvriers la fabrication de pièces de char, ils fabriquent des broches pour les usines de textile.

LA PALLICE. — Les dockers grutiers et ouvriers du port refusent de charger le bateau « Falaise » à destination de l'Indochine, malgré les menaces qui leur sont faites de supprimer leur salaire de garantie.

MARSEILLE. — Pour protester contre la guerre du Viet-Nam, les marins du « Chantilly » et du « Jamaïque » ont fait grève 24 heures le 4 janvier.

Le 10 janvier sur le « Pasteur » les marins arrêteront le travail pendant 48 heures, pour la cessation de la guerre au Viet-Nam.

Tous les travailleurs de Marseille so-

lidaire de l'équipage du « Pasteur » ont fait grève.

Les dockers marseillais continuent à refuser tout travail pour la sale guerre, actuellement ils refusent le chargement de « l'Athos » et ont répondu à une tentative de retrait de leur salaire de garantie par une grève unanime.

CASTRES. — Les cheminots empêchent le chargement de 18 caisses de grenades destinées au Viet-Nam.

BREST. — Une grève de 24 heures a eu lieu à l'Arsenal pour protester contre le licenciement de trois travailleurs sanctionnés pour leur lutte contre la guerre.

LORIENT. — Le personnel de l'Arsenal a fait grève pendant 24 heures pour protester contre les licenciements et pour la Paix. Des débrayages ont eu lieu dans diverses autres entreprises, 5 à 6.000 travailleurs ont manifesté dans les rues.

LES DOCKERS REFUSENT DE CHARGER DES CHENILLETES POUR LE VIET-NAM.

Le bateau « l'Empire Marshall » est parti à vide de Dunkerque, puis du Hayre car les dockers de Dunkerque, les ouvriers du Havre ont refusé de décharger le train de chenillettes. Le train pour la sale guerre a été stoppé à Lyon par les cheminots, puis, au Teil par les cheminots et la population unis. A Marseille aussi les dockers ont refusé toute manipulation d'armes. Dockers, marins, grutiers, cheminots de France, disent « non, nous ne transporterons pas, nous ne manipulerons pas le matériel de guerre, cessez la guerre au Viet-Nam ».

L'organisation des luttes revendicatives

La défense ou l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, exigent de la classe ouvrière une lutte incessante et acharnée :

1°) parce que les salaires sont beaucoup trop bas et les conditions de travail trop dures ;

2°) parce que la hausse des prix des produits, alors que les salaires restent les mêmes, diminue le pouvoir d'achat des travailleurs ;

3°) parce que le patronat colonialiste essaie sans cesse de reprendre aux travailleurs ce qu'il a été obligé de leur accorder.

Faisons une première remarque : jusqu'ici l'orientation générale des syndicats africains pour les revendications n'a pas été bonne.

On s'est presque partout orienté vers la discussion sur « l'établissement du minimum vital ».

Comment discuter sur le minimum vital, alors que 90 % au moins des travailleurs gagnent de 20 à 50 fr. par jour, vivent misérablement et n'ont même pas tous les jours du manioc ou du macabo à manger ? Alors que ne sont même pas appliqués les arrêtés des gouverneurs fixant les salaires de base.

En fait, ces discussions sur les salaires minima existent parce qu'au début les syndicats groupaient surtout des fonctionnaires, qui ont eu tendance à copier ce qui se faisait en France (dans des conditions très différentes) et parce que les syndicats ignoraient en fait la situation de la masse des manœuvres.

« Le minimum vital » ne peut être qu'un argument de propagande pour montrer l'atroce misère de la grande masse des travailleurs. Mais les syndicats doivent prendre d'abord la défense des revendications des manœuvres ou manœuvres spécialisés. Pour les fonctionnaires, eux-mêmes, c'est le relèvement du niveau général des salaires qui est la meilleure garantie pour leurs propres salaires.

Une deuxième remarque s'impose : les syndicats étant orientés vers le « minimum vital » pour tout un territoire, ou même groupe de territoires, les discussions se passaient toujours au sommet, dans les Bureaux des Inspecteurs du Travail ou des Gouverneurs, sans même souvent que les travailleurs ne soient au courant. Par conséquent, sans leur appui.

Or, s'il est une illusion avec laquelle il faut en finir, c'est bien celle de la neutralité de l'Administration colonialiste. Les Inspecteurs du Travail, tout comme les Gouverneurs,

sont un des rouages du système d'oppression au service des sociétés colonialistes. A ce titre, il n'y a rien à attendre d'eux, que des coups.

En Afrique comme ailleurs, les travailleurs doivent employer l'action pour faire aboutir leurs revendications et défendre leurs droits.

C'est cette action qu'il faut organiser. Mais comment faire ?

Deux exemples nous sont donnés :

1°) à la fin de 1948, les syndicats de Douala déclenchèrent, sur la base de la revendication d'une augmentation générale de 33 pour cent, la grève du secteur privé de la région du Wouri.

Cette grève devait atteindre toutes les entreprises privées : port, maisons de commerce les plus diverses, bâtiment, transports, etc... Malheureusement, la grève n'était pas organisée à la base. Les ouvriers n'avaient pas été appelés à en discuter, à établir leurs réclamations (revendications) ; dans la plupart des entreprises il n'y avait pas de syndicat, souvent même pas de syndiqués.

Plus grave encore : les revendications n'étaient pas formulées envers les patrons, mais envers le Gouvernement auquel on demandait de prendre un arrêté. Or, il est plus difficile de s'attaquer au gouvernement qu'à un patron isolé. Il leur est plus facile d'envoyer les forces de police quand l'administration est directement en cause, ils peuvent aussi plus facilement parler de grève politique parce que dirigée contre le gouvernement, de diviser les ouvriers et affaiblir la grève.

Cette grève qui a eu, cependant, des résultats positifs, nous montre quelles fautes il ne faut pas commettre.

2°) il y a eu cette année dans presque tous les territoires d'A.E.F. des grèves plus ou moins spontanées, qui ont abouti à des augmentations de salaires importantes. Mais ces grèves auraient donné des résultats bien meilleurs si elles avaient été préparées à l'avance, si dans chacune des entreprises les ouvriers avaient été syndiqués, et s'ils avaient établi leurs cahiers de revendications.

Etablir le cahier de revendications, c'est ce que nous verrons dans le prochain Bulletin.

Maurice CARROUE,

Secrétaire général de la Fédération des travailleurs de l'agriculture

Les grands progrès du mouvement syndical algérien

Les syndicats confédérés d'Algérie viennent de tenir leur Conférence. Trois cents délégués élus par les ouvriers et aux frais des ouvriers se sont rassemblés, montrant ainsi combien le mouvement syndical est enraciné dans ce pays où les ouvriers souffrent mille malheurs du fait du colonialisme.

C'est un grand pas en avant que cette Conférence Nationale où les Musulmans étaient les plus nombreux, mais où les européens avaient conscience, eux aussi, d'être victimes du colonialisme. Deux faits en sont la preuve. Les prix sont les mêmes qu'en France et les salaires sont bloqués bien plus bas. Une caricature de sécurité sociale est accordée en Algérie avec un versement patronal de 2,75 % des salaires au lieu de 10 % en France.

La lutte pour les salaires a fourni de nombreux exemples de lutte comme à Constantine où les cheminots ont débrayé pour aider les tramotins aux prises avec la police.

La lutte pour la paix se développe, les dockers, depuis mai 49, refusent de charger les bateaux pour le Viet-Nam, et les cheminots ont manifesté au passage d'un train de troupes qui fut retardé par leur action.

Les travailleurs algériens ont dit qu'ils ne seraient plus les soldats des impérialistes.

Un fait nouveau et réconfortant fut la présence de plus de 50 jeunes à la Conférence.

Sans contestation possible la Conférence des Syndicats Algériens est une grande assurance de victoires qui mèneront les travailleurs, unis à la classe ouvrière de France.

Le mouvement syndical algérien prend désormais la tête de la lutte nationale, c'est une garantie que celle-ci sera menée avec vigueur et clairvoyance.

M. BOUZANQUET a dû démissionner du secrétariat de « Force Ouvrière »

Le Bureau de F.O. a informé qu'il acceptait la démission de BOUZANQUET pour... lui laisser sa liberté d'action.

En réalité l'affaire des chéquards et des convives de Van-Co, agent prévaricateur de Bao-Dai, a révélé que BOUZANQUET est du Conseil d'Administration d'une société capitaliste aux côtés de PEYRE qui est accusé d'avoir fait la liaison entre les généraux REVERS et MAST et Van-Co.

Tout cela éclaire d'un jour nouveau la guerre colonialiste du Viet-Nam.

Mais au fait, BOUZANQUET a bien connu le général MAST en Tunisie... Drôle de syndicaliste...